

Lyon, le 12 janvier 2023

SORTIR DE L'EXPÉRIMENTATION DU RSA SUR LA MÉTROPOLE DE LYON : INÉVITABLE ET INDISPENSABLE

Une décision prise sans débat démocratique

Sans mise au débat préalable, la Métropole de Lyon a choisi de s'engager dans une expérimentation d'une durée d'un an pour tester un « accompagnement rénové des allocataires du RSA ». Cette expérimentation prévoit notamment que les bénéficiaires du RSA **justifient obligatoirement de 15 à 20 heures d'activité menant vers l'insertion et l'emploi**, pour obtenir leur allocation en contrepartie.

Un gouvernement à l'offensive contre le modèle de protection sociale en France

Accepter d'aller sur le terrain du gouvernement et participer à la préfiguration de France Travail, tout droit issu du programme du candidat Macron, **paraît tout à fait hasardeux**. Le gouvernement est aujourd'hui dans une logique de destruction globale du système de protection sociale, afin de le remplacer par un nouveau système dans lequel la pression est mise en permanence sur les bénéficiaires. Les « privés d'emplois » sont contraints d'accepter n'importe quel travail, à n'importe quel prix. On maintient donc une génération de travailleurs dans la précarité et tire les conditions de travail vers le bas. **On met en concurrence les travailleurs pauvres avec les pauvres sans emploi**.

Opportunité ne veut pas dire opportun

La stratégie de la Métropole de Lyon de participer à ce dispositif pour **peser sur le cahier des charges et sur la réforme** n'est selon nous pas la bonne. Nous ne souhaitons pas que notre territoire puisse être l'objet de quelconque **récupération politique** par un gouvernement qui a choisi de faire de la **casse sociale** son modèle. À maintes reprises, le gouvernement a démontré son absence totale de dialogue et la réalité de nos marges de manœuvre ne fait guère de doutes : absentes, elles-aussi. L'obtention de financements pour un territoire ne peut s'affranchir d'une évaluation de son opportunité vis-à-vis **d'une cohérence politique de long terme**.

Si nous avons eu la garantie mardi que le Président de la Métropole a fait de la non-conditionnalité de l'aide une condition à la candidature de la Métropole de Lyon, **cet argument ne suffit pas aujourd'hui à lever nos inquiétudes**. Nous ne sommes pas non plus favorables à conditionner le versement du RSA à un accompagnement obligatoire sous forme de stage individuel de formation. Une discussion sur le volontariat de la part des bénéficiaires serait à minima le point de départ à toute avancée. La nécessité de sortir des démarches individuelles est aussi un point d'entrée selon nous, car les causes de la précarité sont collectives.

Groupe politique au
Conseil Métropolitain
du Grand Lyon

Élus métropolitains

Laurent LEGENDRE

Conseiller métropolitain
Président du groupe

Circonscription
de Villeurbanne

Moïse (Moussa) DIOP

Conseiller métropolitain

Circonscription des
Lônes et Côteaux

Florestan GROULT

Vice-Président à la vie
associative et aux
politiques sportives

Circonscription
de Lyon-Centre



**Métropole insoumise,
résiliente et solidaire**

**Groupe politique au
Conseil Métropolitain
du Grand Lyon**

Élus métropolitains

Laurent LEGENDRE

*Conseiller métropolitain
Président du groupe*

*Circonscription
de Villeurbanne*

Moïse (Moussa) DIOP

Conseiller métropolitain

*Circonscription des
Lônes et Côteaux*

Florestan GROULT

*Vice-Président à la vie
associative et aux
politiques sportives*

*Circonscription
de Lyon-Centre*

La NUPES a choisi une autre orientation en juin 2022 !

Le programme de la **Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale** de juin 2022, que nous avons conjointement porté avec EELV notamment, prévoit l'instauration d'une **garantie dignité** qui ne laisse aucun individu sous le seuil de pauvreté (1063 euros par mois pour une personne seule). Nous souhaitons que le versement de la garantie d'autonomie soit **confié à l'État** pour ainsi lutter contre les inégalités territoriales actuelles entre les départements.

Si nous voulons vaincre la précarité, demandons cette fois un effort à ceux qui reçoivent des milliards d'allocations sans aucune contrepartie sous forme de dividendes.

Nous rappelons que nos propositions nationales d'**augmentation des salaires et d'indexation des salaires sur l'inflation** permettraient d'alimenter toutes les caisses de solidarité : retraites, santé, chômage...

Nous demandons donc le retrait de la Métropole de Lyon de cette expérimentation pour laquelle la candidature ne saurait être faite en notre nom.

Nous resterons vigilants à ce que la Métropole respecte sa promesse de retrait du dispositif en cas de chantage à l'allocation avéré.

Nous demandons également la plus grande transparence sur les contours du dispositif, aujourd'hui confus.